

gime qu'en abandonnant cette politique d'oppression, si directement en contradiction avec les principes britanniques et si nuisible au maintien de cette parfaite entente entre les deux sections principales de notre population, de laquelle dépendent la paix et la tranquillité futures de notre Dominion ?

Du *Casket* :

Le récent discours de Sa Grandeur Mgr Bruchési, archevêque de Montréal, et la lettre, approbative de ce discours, de Son Eminence le cardinal Bégin, ont attiré grandement l'attention sur le traitement déloyal infligé à la minorité franco-canadienne dans les écoles de l'Ontario. Nous voyons avec plaisir qu'à l'unanimité l'Assemblée Législative, à Québec, a adopté une résolution, de ton très modéré et courtois, et qui ressemble plutôt à une pétition, sur le même sujet. Cette résolution, présentée par un député anglais, M. Bullock, a été secondée par un député anglais, M. le docteur Finnie. Ce fait est très intéressant, car il montre que les députés anglais à la Législature de Québec ont compris que la minorité anglophone de Québec n'a aucun sujet de se plaindre, alors que le cas est tout différent pour la minorité francophone de l'Ontario. Nous remarquons aussi que le *Daily Star*, de Montréal, a publié un remarquable article éditorial, où il prie le gouvernement ontarien de réexaminer les règlements restrictifs et injustes qu'il a promulgués récemment.

Elle grossit comme la marée montante, la foule de ceux qui, épris de civilisation, de sens commun et d'une conception équitable des vrais principes de gouvernement, sont avec la minorité ontarienne. Cette minorité devra attendre et lutter, mais l'issue n'est pas douteuse. L'injuste règlement 17 ne peut subsister longtemps, non seulement parce qu'il est injuste, mais aussi parce que la politique dont il s'inspire a été rejetée, devant le développement de la science du gouvernement, partout ailleurs dans l'empire britannique, en Angleterre, au Pays de Galles, en Irlande, en Ecosse, dans l'Union du Sud-Africain, dans l'Île de Malte et aux Indes. Ceux qui ont le plus à faire, et ceux qui ont le plus fait, pour le développement des institutions libres dans cet empire, ne croient plus à la nécessité d'une langue unique et commune pour tous les sujets britanniques. Instruits par les folles erreurs du passé, les hommes d'Etat, non seulement de l'empire, mais des autres pays, s'aperçoivent que c'est chimère de vouloir im-